



Les économistes réfléchissent aux nouvelles formes de réglementation financière

[23/02/09] 2 commentaires

Une centaine d'économistes se sont réunis vendredi à Columbia University pour discuter de la sortie de la crise financière et des réformes à envisager. DE NOTRE BUREAU DE NEW YORK.

« On a déjà du mal à maîtriser les pirates de la mer Rouge, comment espérer réformer les services financiers ? », ironisait vendredi Amar Bhidé, professeur à la Columbia University, lors d'une conférence organisée par le Centre sur le capitalisme et la société. A l'appel du prix Nobel d'économie 2006, Edmund Phelps, le centre avait attiré le ban et l'arrière-ban des économistes américains - dont 3 prix Nobel d'économie et une centaine de personnalités comme George Soros et Paul Volcker, l'ancien président de la Réserve fédérale et conseiller de Barack Obama. Beaucoup étaient d'accord avec Willem Buiter, de la London School of Economics, qui notait l'apparition « d'une fenêtre exceptionnelle pour un nouveau cadre réglementaire » de la finance. Seul George Soros semblait enclin à penser qu'il valait mieux attendre un peu pour savoir quelle direction prendre. Le président américain attend que son administration soit prête sur ce sujet pour le prochain G20, début avril.

Une grande opacité

Dans l'ensemble, les universitaires réunis étaient favorables à une régulation beaucoup plus stricte des banques de dépôts. Il est selon eux nécessaire de réglementer les autres établissements financiers dès lors qu'ils posent un risque systémique. Car la trop grande opacité de certains marchés et leur très grande complexité n'ont fait que renforcer les risques, surtout quand certains produits ont été largement distribués à l'échelle de la planète. Certains, comme le vice-président de la Banque centrale européenne, Lucas Papademos, estiment aussi que la réglementation prudentielle - macro et microéconomique - devra mieux tenir compte à l'avenir des cycles financiers. L'économiste écossais John Kay a souhaité une réglementation structurelle plutôt que spécifique de la banque, arguant qu'il fallait laisser chacun des métiers de la finance décider de leurs meilleures pratiques. Il était en revanche favorable à ce que les banques de dépôts demeurent cantonnées à leurs fonctions traditionnelles et qu'elles évitent toute activité à risque. C'est ce qu'on appelle le « narrow banking », une vision restrictive du champ de compétence des banques recevant l'argent des particuliers. « Il faut un Glass Steagall Act dopé avec des stéroïdes », a approuvé Willem Buiter, faisant référence à la loi bancaire américaine de 1933 qui a créé une séparation entre les banques de dépôts et les banques d'investissement.

Edmund Phelps a fustigé cette folie de l'immobilier qui « a contribué à immobiliser les travailleurs et a réduit l'innovation ». « Il faut que les banques réinvestissent dans le business », a-t-il affirmé. Même son de cloche chez Jeffrey Sachs, directeur du Earth Institute à Columbia University, qui réclame des banques spécialisées dans les investissements en

infrastructures pour les pays en développement.

Joseph Stiglitz - prix Nobel d'économie 2001 - s'est lamenté que « *les 700 milliards réservés pour sauver le système financier soient utilisés pour combler les failles alors qu'ils pourraient servir à inventer les banques de demain* ». Il a par ailleurs insisté sur la nécessité d'une coopération internationale pour réformer les services financiers, tout comme la ministre française de l'Economie, Christine Lagarde. Une coopération qui sera difficile à obtenir, selon Malcom Knight, vice-président de la Deutsche Bank, « *parce que beaucoup de pays utilisent l'argent de leurs contribuables pour soutenir leurs banques ce qui repousse dans le temps les perspectives d'accord* ». Il sera d'autant plus délicat selon lui d'établir une architecture financière globale que c'est un secteur très fragmenté, par pays comme par marchés.

V. R.

2 commentaires

Réagir à cet article

Tous droits réservés - Les Echos 2009